

Elisabeth BRENIERE

Ingénieur de l'Ecole Centrale de Lyon
Sans mission autre que celle que je me
donne.
Participation bénévole et citoyenne.

« QUELLE EST LA QUESTION, DE QUOI FAUT-IL QUE LE PUBLIC DÉBATTE ? »

Le projet Cigéo est un projet qui présente des risques pour l'environnement, les travailleurs, les populations locales et même les populations très éloignées du site et, fait exceptionnel, pour des milliers de générations futures qui ne peuvent être consultées.

En plus d'en supporter les risques, les générations futures vont devoir gérer le projet, le financer, sans avoir le choix et sans avoir profité des « avantages » de l'énergie nucléaire que ces déchets auront produits. Ce projet ne les dispensera pas pour autant de gérer les autres déchets et pollutions radioactifs que nous leur laisserons en surface un peu partout en France, sur les sites nucléaires et les autres lieux de stockage ou d'entreposage plus ou moins officiels.

Ce projet, par ses conséquences inconnues et irréversibles, potentiellement graves par leur durée, pour des centaines de milliers d'années, exige au minimum que le public puisse débattre des raisons fondamentales qui ont présidé à un tel projet. Il s'agit avant tout de questions de nature politique, sociale, éthique, économique.

Quelques questions qui devraient être posées :

// Ce projet est-il nécessaire et pour quelles raisons ?

- Quelles sont toutes les hypothèses envisageables pour le nucléaire : arrêt rapide, arrêt à moyen terme, prolongation ?
- Quelles natures et quantités de déchets radioactifs faudra-t-il gérer à terme dans chaque hypothèse ?
- Quelles sont les solutions actuellement utilisées pour la gestion des déchets radioactifs, leurs avantages, leurs inconvénients, leurs coûts ?

contact //

Elisabeth BRENIERE

Adresse 600 chemin des Gentianes
73000 CHAMBERY

- Dans l'hypothèse d'un arrêt très rapide du nucléaire, est-ce qu'un stockage géologique pourrait être évité ?
- Quelles sont les conséquences prévisibles de la mise en œuvre de Cigéo sur la production future

de déchets radioactifs ? sur la chaîne actuelle de gestion des déchets ? sur la sécurisation des sites de stockages existants ? sur la répartition des budgets de gestion des déchets ? ■

// Quelles sont les données financières ?

- Quelles sont les sommes qui ont été provisionnées pour la gestion des déchets et pour quelle quantité et nature de déchets ? quels sont les coûts déjà engagés pour chacun des sites de stockage ou d'entreposage ? la répartition des budgets aux différentes étapes de cette gestion ? Les provisions sont-elles suffisantes dans chaque hypothèse ? Sinon, qui pourra payer, le consommateur d'électricité actuel, futur, l'Etat ? quel est le coût maximal que notre économie peut supporter pour cette gestion ? qui pourra assurer les charges financières en cas de dépassement des coûts, en cas d'accident ?
- Si le financement prévu n'est plus possible, l'exploitant pourra-t-il être obligé d'accepter des déchets étrangers pour boucler son budget, ce qui transformerait la France en poubelle radioactive de l'Europe ?
- Quelle comparaison peut-on faire en terme de coût global entre le nucléaire et les autres solutions pour produire de l'électricité et pour les usages médicaux ? ■

// Quel niveau de risque notre société considère-t-elle comme acceptable ?

- Combien de morts et de malades prévisibles parmi les travailleurs, les populations locales ?
- Quel risque est-on en droit de faire courir à l'ensemble de l'humanité sur plusieurs milliers de générations ?
- Quelle comparaison avec les autres solutions pour produire de l'électricité ? ■

// Quelles sont les risques identifiables et leurs conséquences possibles sur la population locale et sur la population terrestre ?

- Quels risques imaginables et leurs conséquences possibles, d'une part sur la période d'exploitation prévue sur 100 ou 150 ans, d'autre part après la fermeture pendant toute la durée de la radioactivité ?
- Que se passerait-il en cas de guerre, terrorisme, sabotage, séismes, catastrophes naturelles, crise économique, impossibilité de trouver des volontaires pour intervenir sur place, désertification de la région, erreurs humaines à différents niveaux, cycles climatiques extrêmes, coupure d'alimentation électrique, séries de pannes techniques, épidémies ou pollutions rendant les lieux inaccessibles, etc... ?
- A titre de comparaison, quelles conséquences peut-on observer sur les conditions de vie de la population proche des centres de stockage existants de déchets radioactifs ? Près des mines du Limousin, près de La Hague, près de Marcoule, près de Cadarache, près de Soullaines et de Morvilliers, près de Tricastin, près de Pontfaverger-Moronvilliers ?

- Quels sont les risques sanitaires susceptibles d'être découverts plus tard pour les faibles doses de radioactivités qui seront rejetées ? (Souvenons-nous de l'amiante qui était considérée comme

sans danger pendant presque un siècle avant de devenir un matériau extrêmement cancérigène.)

- Etc... ■

// Sujets proposés pour le « débat public »

Au lieu de ces questions de fond, le dossier fourni au public, et sur lequel il lui est proposé de débattre, porte sur des questions scientifiques et techniques. Compte-t-on sur le public pour trouver de meilleures solutions techniques pour Cigéo que celles proposées par l'Andra ?

- Alors que le public n'a pas les moyens financiers de commander des contre-expertises à des cabinets indépendants.
- Alors que l'Andra a pu faire étudier diverses solutions par des scientifiques et des ingénieurs qui ont disposé de budgets importants pendant des dizaines d'années dans leurs laboratoires.
- Alors que la plupart des études conduites par les centres de recherches qui ont travaillé autour du sujet concluent dans la majorité des cas par la nécessité de poursuivre les études.

Les ingénieurs et scientifiques travaillant sur ce sujet depuis des dizaines d'années savent bien qu'il leur sera facile de dénigrer les solutions nouvelles éventuellement apportées par le public.

Lorsque le public a relevé les problèmes techniques sur le dossier fourni, connus mais non communiqués, donc cachés par l'Andra, comme le risque d'incendie, d'explosion d'hydrogène, le danger de mener une activité minière à proximité de déchets très radioactifs, les scellements laissant passer les radionucléides, le risque de remontée à la surface de radionucléides transportés par l'eau, le risque de séisme dans la zone, etc... il lui est répondu que les recherches seront poursuivies pour régler lesdits problèmes et qu'une solution technique pourra être trouvée, même après le décret d'autorisation, que les problèmes soulevés ne sont pas une raison pour interrompre le projet.

Or on sait qu'il y a une limite à la mise en œuvre de solutions techniques, c'est leur coût.

Mais l'arbitrage économique se fera en d'autres temps et d'autres lieux avec les producteurs de déchets, hors la présence du public.

Qu'est-ce qui sera privilégié par ces producteurs, la sécurité ou le moindre coût ? ■

// Devant cette impossibilité de débattre, que font les français ?

La grande majorité ne participe pas à ce « débat », alors que pourtant tous les sondages prouvent qu'une majorité de français se méfie du nucléaire et de ses promoteurs.

Et les autres ?

- soit ils prônent le « boycott actif », voulant signifier par là cette impossibilité de débattre
- quelques uns essaient encore de débattre, ou plutôt de se débattre dans le carcan imposé
- d'autres encore essaient de tirer profit du projet (puisque de toutes façons il se fera).

Le système de question/réponse avec un maître d'ouvrage, qui doit avoir réponse à tout et qui ne peut être contredit, n'a rien d'un débat.

Un vrai débat doit être contradictoire avec possibilité aux opposants de réagir aux mauvaises réponses apportées à leurs remarques.

Les expériences précédentes de stockages géologiques de déchets ont montré que les scientifiques et ingénieurs n'avaient pas prévu le désastre qui est arrivé.

Ce « débat » est devenu un guichet pour ceux qui pensent y trouver un avantage économique.

- poursuite de recherches scientifiques ou techniques,
- obtention de compensations,
- obtention de marchés directs ou indirects, etc... ■

// On nous dit que le projet pourrait être abandonné à la suite de ce débat, mais quelle nature d'arguments pourraient remettre en cause le projet ?

Aux objections sur la nécessité de produire des déchets et donc d'avoir à les stocker, on répond que ce n'est pas le sujet du débat ou que les déchets sont déjà produits, ce qui est faux, puisqu'on continue le nucléaire.

Aux objections techniques, on répond comme on l'a toujours fait pour les déchets nucléaires : les scientifiques et les ingénieurs trouveront la solution plus tard.

La technique n'est pas toute puissante et de plus elle est limitée par l'économie de la production d'énergie nucléaire. L'électricité nucléaire est de plus en plus chère, si les consommateurs n'en veulent plus, qui payera pour les déchets ? ■

// Le contexte du nucléaire français :

Depuis la deuxième guerre mondiale, les décideurs français et acteurs associés au développement du nucléaire français partent d'une théorie : « *que le nucléaire serait la source d'énergie d'avenir, que l'intérêt national, militaire et industriel, passerait par le succès du nucléaire qui nous libérerait de notre dépendance énergétique et de la finitude des énergies fossiles.* »

Cette idée n'a jamais été remise en débat, c'est devenu un dogme.

Parmi tous les débats publics, conférences et autres lieux de concertation qui traitent du nucléaire, il est interdit de débattre du dogme.

On peut citer toutes les enquêtes publiques, les débats publics sur la sûreté nucléaire, sur les rejets radioactifs ou sur l'implantation d'une installation nucléaire – la remise en cause de l'utilisation de l'énergie nucléaire est toujours « hors sujet ».

Ainsi, l'impasse de la filière nucléaire et la nécessité d'en sortir, n'ont jamais pu être débattues sur la scène publique. Ceux qui veulent poser la question sont vus comme des « anti-nucléaires », sous-entendus des anti-sciences, des dogmatiques, alors que très souvent ils ont fait de sérieux efforts pour s'informer

et connaissent bien mieux le sujet que la majorité de leurs concitoyens qui se contentent d'écouter les grands médias diffuser les communiqués de presse des acteurs du nucléaire.

Ce débat public sur Cigéo n'échappe pas à la règle. Les déchets de l'utilisation de l'énergie nucléaire sont présentés comme une charge inéluctable que nous avons l'obligation de gérer.

Sans accepter de remettre en cause l'usage du nucléaire on s'enfonce dans une attitude des plus irresponsables et des plus absurdes :

On sait que c'est dangereux, on ne sait pas combien ça va coûter, on sait qu'en cas d'accident on ne pourra pas faire face, qu'on fait reposer le problème sur les générations futures, ..., mais on continue !

Aujourd'hui, comme beaucoup, je suis convaincue qu'il est urgent d'arrêter cette fuite en avant pour éviter la catastrophe environnementale humaine et économique au bout de la course et qu'il faut reposer complètement la question nucléaire. ■

